

Le choix politique est clair : Combattre le capitalisme ou l'aménager

Il lui aura fallu plus de 20 jours au 1^{er} ministre pour former un gouvernement pléthorique de 40 membres^[1], loin des promesses de Macron de mettre en place des équipes resserrées ! Gouvernement réactionnaire, extrêmement marqué à droite, fruit d'une coalition entre le groupe du président (Renaissance, Modem, Horizon, etc.) et LR qui a reçu le soutien bienveillant de M. Le Pen et de son parti le RN.

Au final des ministres de la droite et de « l'ultra centre macronien » ont remplacé des ministres de « l'ultra centre macronien » et des ministres de la droite... de nouveaux visages pour masquer la continuité : « *changer tout pour que rien ne change* ».

En tous les cas, une coalition entre la macronie et les Républicains, qui repose sur une alliance fondée sur la poursuite de la même politique économique et sociale au service du capital avec pour objectifs la casse de tout ce qui entrave l'augmentation du taux de profit du capital et donc renforcer l'exploitation des travailleurs, aller plus vite et plus loin dans la liquidation des conquêtes sociales. C'est une constante depuis des décennies !

C'est le rejet de cette politique qui s'est exprimé lors des dernières élections ! C'est le rejet de cette politique qui s'exprime dans les luttes ! L'inflation, le pouvoir d'achat restent au centre des préoccupations des français et au centre des luttes. C'est le rejet de cette politique qui s'est exprimé lors des dernières élections ! C'est le rejet de cette politique qui s'exprime dans les luttes ! L'inflation, le pouvoir d'achat restent au centre des préoccupations des français et au centre des luttes.

Rien n'est joué

Avant de présenter sa déclaration de politique générale le 1^{er} octobre, le 1^{er} ministre a établi quelques-unes des priorités de son gouvernement.

Commençant par rappeler le contexte de 3.159 milliards de dette et les 50 milliards d'intérêt à payer par an, il a développé son plan pour

*** Le redressement des finances publiques**

Toutes les administrations publiques devront contribuer : « *Je ne veux pas aggraver la dette fiscale, la dette financière, il faut faire un effort collectif pour maîtriser les dépenses publiques, on peut dans tous les services publics faire mieux avec moins d'argent public* ». Dans la prévision du budget 2025 la dépense publique est particulièrement ciblée dans un contexte où le déficit pourrait dépasser les 6% du PIB, l'effort est conséquent. Les gels de 16,7 milliards d'euros de crédits décidés par le précédent gouvernement seront maintenus. Toutes les administrations publiques devront contribuer, l'Etat comme la Sécurité sociale. « *Le budget du ministère de la Santé sera amputé en 2025 de 44 %, ce budget, qui n'est pas celui de la Sécurité sociale, concerne les investissements dans les hôpitaux...la stratégie est claire, on déshabille le ministère de la Santé et on charge la barque de la Sécurité sociale pour alourdir son fameux trou, ce qui permet d'imposer comme obligatoires des mesures d'économies* »^[2]. Seuls les budgets de la **défense** (50,5 milliards d'euros l'an prochain après les 47,2 milliards inscrits dans la loi de finances pour 2024) et de l'**Intérieur** (en hausse de 0,5 milliard pour atteindre 17,2 milliards d'euros), sont épargnés.

Prélèvement ciblé sur certaines entreprises : « *les très grandes sociétés multinationales qui marchent bien peuvent aussi contribuer à l'effort national pour redresser les finances publiques* ».

Patrick Martin, le président du Medef a, tout d'abord assuré « *Nous sommes dans une attitude constructive à l'égard de ce gouvernement... nous sommes conscients que la situation des finances publiques est très grave et l'équation politique fragile* ». Il a appelé tout de même le gouvernement à la retenue, *il ne faut pas trop tirer sur la corde* ». Si son mouvement était prêt à discuter d'une hausse d'impôts c'était en y mettant des conditions. En

premier lieu « *il faut avoir d'abord la démonstration que sur l'excès de dépenses publiques, l'État fait des efforts bien supérieurs à ce qu'il demande aux entreprises* ». Il juge qu'il faut « *prendre avec des pincettes* » la piste d'une baisse des aides à l'apprentissage, pour les entreprises de taille moyenne à grande, ce qui provoquerait immanquablement une réduction de leur effectif d'apprentis. Il conseille au gouvernement à aller chercher les économies du côté des « *493 agences publiques qui coûtent 91 milliards d'euros et dont, pour certaines, on ne sait plus très bien dire à quoi elles servent* ». Il recommande aussi « *de s'en prendre aux effectifs administratifs du système de santé* ».

Le Medef dicte au gouvernement sa feuille de route en matière d'économies budgétaires et comme à son habitude il donne des miettes et garde le gâteau.

*** Réforme des retraites et de l'assurance chômage.**

Les retraites, « on a une loi qui prévoit le cadre financier et je pense que ce cadre financier doit être préservé, je veux améliorer cette réforme notamment sur les carrières longues, sur la pénibilité, sur la situation des mères de famille. Il a prévenu que l'âge légal de 64 ans ne sera pas remis en cause.

Autre dossier urgent, l'assurance chômage. Barnier s'oriente vers la reprise de la dernière réforme qui prévoit de durcir les conditions d'accès est les règles d'indemnisation, suspendue in extremis au soir du 1^{er} tour des législatives.

Dans ces deux dossiers Barnier prône « *la confiance aux partenaires sociaux pour les améliorer* »

La secrétaire de la CFDT constructive

Elle a fait état d'une « rencontre constructive il s'est montré attentif aux propositions concrètes ». D'après elle, Barnier a « expliqué qu'il y aurait une proposition de méthode et un certain nombre de réponses dans son discours de politique générale ». Concernant la réforme des retraites, la secrétaire de la CFDT a déclaré que « la question des retraites ce n'est pas qu'une question de 62, 63, 64 ans, il faut voir ce qu'il y a comme marge de manœuvre au parlement. C'est une question d'équilibre budgétaire. L'équilibre budgétaire a toujours été un sujet pour la CFDT. Il faut mettre à plat l'ensemble des éléments budgétaires, en augmentant le taux d'emploi des seniors on fait rentrer plus de recette. Pour la réforme de l'assurance chômage on reprend l'accords concluent octobre 2023 et on complète sur l'emploi des seniors. Le syndicat CFDT est partisan des petits pas et a toujours été défenseur de négociation collective ». Rien ne peut être plus clair La CFDT est un allié objectif de la politique du capital.

La secrétaire de la CGT

S. Binet, sur France info, s'est dite ouverte à des discussions avec Michel Barnier sans mettre de préalable à toute discussion. Concernant la réforme des retraites, si elle a renouvelé sa demande d'abrogation de la réforme et demandé, avec la CFDT, la tenue d'une *Conférence de financement* elle a insisté sur la journée du 1^{er} octobre d'appel à la grève et manifester « *pour gagner par le vote par les députés de mesures pour financer les services publics, l'abrogation de la réforme des retraites, une loi qui indexe les salaires sur les prix* »

Qu'il soit question des retraites, de la réforme de l'assurance chômage la Confédération CGT reste centrée sur la négociation avec le patronat et le gouvernement et sur des journées d'action déterminées par le calendrier parlementaire, sans la construction d'un grand mouvement de lutte qui s'inscrive dans la durée, seul moyen d'inverser le rapport des forces et de faire reculer le gouvernement et le capital.

Aggravation de la politique d'austérité

Le nouveau ministre du Budget a confirmé que les prévisions de déficit devraient atteindre pour cette année des niveaux jamais vus depuis 1945.

Le déficit public devrait dépasser les 6% du PIB cette année. Jusqu'alors, Bercy prévoyait 5,1% de déficit. Ce point d'écart, qui correspond à 30 milliards d'euros, vient d'une baisse des recettes. Ces derniers mois, ménages et entreprises consomment moins.

La croissance est portée par les exportations, qui ne rapportent pas de TVA, et en parallèle, les dépenses publiques, les baisses d'impôts non financées et le coût de la dette ont creusé ce déficit. Les fermetures de sites industriels ont dépassé les nouvelles ouvertures. Entre avril et août 2024, 47 usines ont fermé contre seulement 37 nouvelles ouvertures. Le gouvernement mise surtout sur des diminutions dépenses pour résorber le déficit public de la France. Le nouveau ministre du Budget, Laurent Saint-Martin, a déclaré devant la commission des Finances de l'Assemblée nationale « *qu'il nous faudra faire des efforts collectifs importants* » pour redresser la barre. Le rétablissement des comptes publics passera « *prioritairement* » par une baisse des dépenses, a-t-il expliqué, se disant ouvert à un débat sur une hausse de la fiscalité « *si et seulement s'il répond à une problématique de justice fiscale* ».

Le dialogue social ou la lutte

Avec le gouvernement Barnier l'austérité a franchi un pas. Les syndicats privilégient le dialogue social et du coup les actions se calquent sur le calendrier parlementaire. Le dialogue social instaure l'austérité pour les peuples et les profits des grands capitalistes.

Le choix politique est donc clair les luttes pour combattre le capitalisme ou son aménagement

Car, les fermetures d'entreprises, la casse des services publics, les atteintes aux droits, aux conquêtes sociales sociales, le chômage de masse, l'explosion de la pauvreté sont les conséquences du système capitaliste.

Le Parti Révolutionnaire Communistes a fait son choix ; celui de développer les luttes indispensables, unies dans la durée plus elles seront fortes, plus le capital sera mis en difficulté et les revendications pourront être satisfaites et c'est dans les luttes que se forgera la conscience de classe qui posera la nécessité de mettre fin au système capitaliste !

Cela ne se fera pas seul, il faut des luttes sociales et politiques, il faut un parti révolutionnaire qui les organisent.

C'est à ce travail que dès sa création s'est attelé notre Parti Révolutionnaire COMMUNISTES.

Son renforcement par votre adhésion est le plus sûr moyen d'avancer.

^[1]. 20 ministres de plein exercice, 14 ministres délégués et 5 secrétaires d'État.

^[2]. C. Prudhomme, Les conséquences à venir des choix Barnier, L'Humanité, 23 09 2024.